



GRUPE DE TRAVAIL MINISTERIEL DU 4 MARS 2015 SUR LA REVUE DES MISSIONS AU MINISTERE :

L'ENNUI EN PENTE DOUCE

Ce groupe de travail présidé par M. De Jekowski, Secrétaire Général du Ministère, avec de très nombreux participants de part et d'autre de la table, dont un certain nombre venu de province, démontrait qu'à l'évidence la chasse au gaspillage et aux dépenses superflues n'a pas encore atteint toutes les strates des instances administratives.

En effet, à la constatation de ce qui en est sorti (rien) il est clair qu'on aurait pu faire l'économie, au propre comme au figuré, du déplacement.

La réunion a débuté par la lecture par les fédérations syndicales de très protocolaires déclarations liminaires (une heure, l'UNSA/CFTC s'étant montrée la plus sobre en la matière) ; s'est poursuivie par un jeu convenu de questions/réponses au terme desquelles on n'était pas plus avancé (trois quarts d'heure) et s'est achevée par un cadrage calendaire et méthodique des prochaines rencontres (un quart d'heure), après quoi la réunion s'est clôturée, au plus vif soulagement probable de tous les participants.

Durant cet exercice convenu, la logorrhée syndicale rivalisait de vacuité avec le verbiage de l'administration, distillant goutte à goutte au mieux rien, au pire un ennui accablant.

Sur le fond, cette réunion avait pour objectif de matérialiser un point d'étape sur le vaste chantier de la Revue des missions au Ministère, en lien avec la Réforme de l'organisation territoriale ; bien malin qui aura pu y discerner quelles incidences la Revue aura sur la Réforme et vice-versa. Les éléments de contexte rappelés par le Secrétaire Général permettaient juste de comprendre que rien dans ces deux dossiers n'était encore ni finalisé ni abouti et qu'il manquait encore un grand nombre d'éléments (consultations, expérimentations, décisions...) pour commencer à y voir un peu plus clair.

L'indignation de principe des organisations syndicales soulignait que de toute façon et la Réforme et la Revue n'avaient pas d'autre but que la réduction des déficits publics et la

poursuite du plan d'austérité gouvernemental, ce qu'on peut affirmer dans à peu près chaque réunion sans risque de se tromper.

A cet égard, il est vrai que les documents de travail fournis en préalable à ce groupe de « travail » (?) ne laissaient rien présager de fameux. La pimpante plaquette en couleurs (48 pages) dont l'objectif ambitieux était de répertorier, direction par direction, TOUTES les missions des ministères économiques et financiers (et nous savons qu'elles sont légion) démontrait également, à l'examen des cases « perspectives d'évolution », que tout le monde ne sera pas traité à la même enseigne.

Le Secrétariat Général, la Direction du Budget, la Direction Générale du Trésor, la Direction des Affaires Juridiques, la Direction Générale des Entreprises, ont tout bon et affichent dans la plupart de leurs cases un rassurant « maintien en l'état » (voire même parfois « renforcement » !). Ce ne sera pas la même moulinette pour la DGFIP, la DGDDI et l'INSEE, où en regard de la plupart des missions énumérées on peut lire de très alarmants « évolution, réflexion, mutualisation, expérimentation, révision, adaptation, concentration ». A part la régularité de la rime en « ion », on n'anticipe rien de fort réjouissant pour les services.

La DGCCRF quant à elle semble à première vue très épargnée, avec des « maintiens en l'état » dans la presque totalité de ses cases. En y réfléchissant mieux, quand on connaît l'« état » actuel de cette direction depuis son passage sous la tutelle des préfets, ce n'est probablement pas une si bonne nouvelle que cela !

La dernière page de la plaquette étant laissée en blanc, la CFTC suggère d'y rajouter « Et surtout n'oubliez pas un raton laveur ! » ce qui aurait le mérite de rajouter quelques grammes de poésie à l'aridité d'échanges formels sans aucune efficacité concrète, où nous n'avons recueilli aucune information et où aucun espace n'était laissé à la négociation.
